

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1659

[2007/201283]

19 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant un régime de soutien visant à compenser les effets de perturbation de marché dans le secteur de la volaille durant la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2006 suite à l'apparition de la grippe aviaire dans certains Etats membres de l'Union européenne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu le Règlement (CEE) n° 2771/75 du Conseil du 29 octobre 1975 portant organisation commune des marchés dans le secteur des œufs, modifié par le Règlement (CE) n° 679/2006 du Conseil du 25 avril 2006 en ce qui concerne l'application de mesures exceptionnelles de soutien du marché;

Vu le Règlement (CEE) n° 2777/75 du Conseil du 29 octobre 1975 portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes de volaille, modifié par le Règlement (CE) n° 679/2006 du Conseil du 25 avril 2006 en ce qui concerne l'application de mesures exceptionnelles de soutien du marché;

Vu le Règlement (CE) n° 1010/2006 de la Commission du 3 juillet 2006 concernant certaines mesures exceptionnelles de soutien du marché dans les secteurs des œufs et des volailles dans certains Etats membres, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1629/2006 de la Commission du 31 octobre 2006;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 19 mars 2007 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour la répartition régionale des aides visant à compenser les effets de perturbation de marché dans le secteur de la volaille durant la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2006 suite à l'apparition de la grippe aviaire dans certains Etats membres de l'Union européenne;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux du 14 décembre 2006 et celle avec l'autorité fédérale intervenue le 11 décembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 décembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 décembre 2006;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant que l'article 36 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 27 mai 2004, prévoit des mesures régionales en faveur des exploitations en difficultés financières;

Considérant que les dispositions prévues par le Règlement (CE) n° 1010/2006 prennent cours le 23 août 2006;

Considérant que les formulaires ad hoc pour introduire les demandes doivent parvenir aux producteurs dans les plus brefs délais;

Considérant que le paiement des compensations financières aux bénéficiaires, pour chacune des mesures exceptionnelles de soutien prévues au Règlement (CE) n° 1010/2006 de la Commission du 3 juillet, doit intervenir avant le 31 mars 2007 au plus tard;

Vu l'urgence motivée par la nécessité que les producteurs puissent être informés au plus tôt des conditions d'obtention des compensations et que celles-ci, pour être utiles, doivent être versées dans les meilleurs délais;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "Ministre" : le Ministre de l'Agriculture;

2° "administration" : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

3° "accord de coopération" : l'accord de coopération du 19 mars 2007 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour la répartition régionale des aides visant à compenser les effets de perturbation de marché dans le secteur de la volaille durant la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2006 suite à l'apparition de la grippe aviaire dans certains Etats membres de l'Union européenne;

4° "compensation" : aide financière pour les trois mesures exceptionnelles de soutien de marché visées à l'article 2 et prises en application du Règlement (CE) n°1010/2006 de la Commission du 3 juillet 2006;

5° "aviculteur professionnel" : le producteur qui est identifié auprès de l'administration, qui s'adonne, à titre principal ou à titre complémentaire, à l'élevage de volailles, et ayant une capacité de production en volaille d'au moins deux cents unités;

6° "couvoir" : le centre d'incubation d'œufs qui est agréé par la Région wallonne;

7° "bande" : l'ensemble des volailles d'un même troupeau, avec le même statut sanitaire et immunitaire, ayant des caractéristiques communes d'espèce, catégorie, type, stade et qualification sanitaire et occupant la même place de production;

8° "bâtiment" : le bâtiment agricole où sont élevées les volailles, hors sas et locaux techniques;

9° "place de production" : l'espace aménagé dans un bâtiment donné et délimité par des parois en dur, non amovibles, et dans lequel sont placées les bandes; la place de production correspond au bâtiment si toute bande occupe la surface totale du bâtiment;

10° "période d'application" : la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2006 inclus;

11° "destruction d'œufs à couvrir" : la livraison au clos d'équarrissage par un couvoir, des œufs à couvrir pendant la période d'application;

12° "allongement du vide sanitaire" : l'allongement volontaire, par l'aviculteur professionnel, du vide sanitaire au-delà de trois semaines pendant la période d'application;

13° "diminution des mises en place" : la baisse volontaire de la production effectuée par l'aviculteur professionnel, pendant la période d'application, par le biais d'une baisse des mises en place de poussins afin de diminuer la densité.

Art. 2. Les aviculteurs professionnels et les couvoirs ayant subi les effets de perturbation de marché dans le secteur de la volaille durant la période d'application suite à l'apparition de la grippe aviaire dans certains Etats membres de l'Union européenne peuvent bénéficier de compensations dans le cadre des mesures exceptionnelles de marché suivantes :

- pour les couvoirs, la destruction des œufs à couvrir;
- pour les aviculteurs professionnels, l'allongement des vides sanitaires au-delà de trois semaines et
- la diminution des mises en place de poussins.

Art. 3. La compensation maximale pour la destruction des œufs à couvrir est fixée à € 0,15 par œuf à couvrir.

La compensation prévue à l'alinéa 1^{er} est octroyée dans la limite du nombre de pièces attribué à la Région wallonne selon l'accord de coopération.

Pour bénéficier de la compensation prévue à l'alinéa 1^{er}, les couvoirs doivent introduire un formulaire de demande conformément aux modalités prévues à l'article 7.

Art. 4. La compensation maximale pour l'allongement des vides sanitaires au-delà de trois semaines entre deux bandes est fixée comme suit :

- € 0,46 par m² et par semaine supplémentaire pour les élevages de poulets de chair, à concurrence de quatre semaines supplémentaires;
- € 0,62 par m² et par semaine supplémentaire pour les élevages de canards, à concurrence de cinq semaines supplémentaires.

La compensation prévue à l'alinéa 1^{er} est octroyée dans la limite des superficies attribuées à la Région wallonne selon l'accord de coopération.

Pour bénéficier de la compensation prévue à l'alinéa 1^{er}, les aviculteurs professionnels doivent introduire un formulaire de demande conformément aux modalités prévues à l'article 7.

Seules les semaines supplémentaires d'allongement des vides sanitaires au-delà de trois semaines, incluses dans la période d'application, donnent droit à la compensation visée à l'alinéa 1^{er}. Toute semaine supplémentaire entamée ou achevée durant cette période sera prise en considération au prorata du nombre de jours inclus dans cette période.

La superficie prise en considération pour le paiement de la compensation visée à l'alinéa 1^{er} est la superficie des places de production dans lesquelles ont lieu les vides sanitaires.

Art. 5. La compensation maximale pour la diminution des mises en place de poussins est fixée comme suit :

- € 0,20 par poussin pour les élevages de poulets de chair;
- € 0,75 par poussin pour les élevages de canards.

La compensation prévue à l'alinéa 1^{er} est octroyée dans la limite des nombres d'animaux attribués à la Région wallonne selon l'accord de coopération.

Pour bénéficier de la compensation prévue à l'alinéa 1^{er}, les aviculteurs professionnels doivent introduire un formulaire de demande conformément aux modalités prévues à l'article 7.

La compensation visée à l'alinéa 1^{er} est déterminée en comparant, pour chaque place de production, les mises en place réalisées par le demandeur pendant la période d'application avec celles enregistrées pendant la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2005 inclus, dite période de référence, en prenant en considération toutes les bandes présentes pendant cette période de référence sur l'exploitation du demandeur.

Art. 6. En cas de dépassement des limites visées aux articles 3, 4 et 5 du présent arrêté, les compensations sont revues à la baisse, de manière proportionnelle, pour tous les bénéficiaires, en vue de se conformer auxdites limites.

Art. 7. Les formulaires de demande, spécifiques aux différentes mesures visées à l'article 2 du présent arrêté, sont disponibles auprès des Directions des Services extérieurs compétentes de l'administration.

Les formulaires de demande ad hoc doivent être introduits par recommandé auprès de l'administration, dûment complétés, accompagnés des pièces justificatives exigées, au plus tard le 13 octobre 2006, le cachet de la poste faisant foi.

Art. 8. Pour être prises en considération pour le paiement de la compensation, les demandes introduites doivent donner lieu, par demandeur, à une compensation totale d'au moins € 500.

Art. 9. Le demandeur doit fournir tous les renseignements demandés par l'administration et permettant d'établir l'éligibilité de la compensation.

Art. 10. L'administration est chargée du paiement des compensations ainsi que du recouvrement des paiements indus. Quel que soit le régime d'aides géré par l'administration, en cas de montant indûment versé ou en cas de prélèvement visé par le Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 non apuré, l'administration peut opérer auprès du bénéficiaire un recouvrement sur tout montant de compensation due.

Art. 11. L'inspecteur général de la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux compensations prévues par le présent arrêté.

Art. 12. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée. Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa 1^{er}, le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 15 septembre 2006.

Art. 14. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 mars 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1659

[2007/201283]

19. MÄRZ 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Stützungsregelung, die darauf abzielt, die störenden Auswirkungen auf den Geflügelfleischsektor für den Zeitraum vom 1. Januar bis zum 30. April 2006, die auf das Auftreten der aviären Influenza in bestimmten Mitgliedstaaten der Europäischen Union zurückzuführen sind, auszugleichen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 5. Februar 1999 und den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2771/75 des Rates vom 29. Oktober 1975 über die gemeinsame Marktorganisation für Eier, abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. n° 679/2006 des Rates vom 25. April 2006 in Bezug auf die Anwendung von Sondermaßnahmen zur Marktstützung;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2777/75 des Rates vom 29. Oktober 1975 über die gemeinsame Marktorganisation für Geflügelfleisch, abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. n° 679/2006 des Rates vom 25. April 2006 in Bezug auf die Anwendung von Sondermaßnahmen zur Marktstützung;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1010/2006 der Kommission vom 3. Juli 2006 mit Sondermaßnahmen zur Stützung des Eier- und Geflügelfleischmarktes in bestimmten Mitgliedstaaten, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1629/2006 der Kommission vom 31. Oktober 2006;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 19. März 2007 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt für die regionale Verteilung der Beihilfen, die darauf abzielen, die störenden Auswirkungen auf den Geflügelfleischsektor für den Zeitraum vom 1. Januar bis zum 30. April 2006, die auf das Auftreten der aviären Influenza in bestimmten Mitgliedstaaten der Europäischen Union zurückzuführen sind, auszugleichen;

Aufgrund der am 14. Dezember 2006 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und die am 11. Dezember 2006 stattgefundenen Konzertierung mit der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 7. Dezember 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 21. Dezember 2006 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

In der Erwägung, dass Artikel 36 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004, regionale Beihilfen zugunsten den in finanziellen Schwierigkeiten befindlichen Betrieben vorsieht;

In der Erwägung, dass die durch die Verordnung (EG) Nr. 1010/2006 vorgesehenen Bestimmungen ab dem 23. August 2006 beginnen;

In der Erwägung, dass die Erzeuger die für die Einreichung der Anträge vorgesehenen Formulare unverzüglich erhalten müssen;

In der Erwägung, dass die Auszahlung der Ausgleiche an die Begünstigten, für jede der in der Verordnung (EG) Nr. 1010/2006 der Kommission vom 3. Juli vorgesehenen außergewöhnlichen Stützungsmaßnahmen, spätestens vor dem 31. März 2007 erfolgen muss;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Notwendigkeit begründet wird, dass die Erzeuger über die Bedingungen für den Erhalt der Ausgleiche so früh wie möglich informiert werden müssen und dass diese Ausgleiche, um einen Nutzen zu haben, so schnell wie möglich auszuzahlen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Minister": der Minister der Landwirtschaft;

2° "Verwaltung": die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° "Kooperationsabkommen": das Kooperationsabkommen vom 19. März 2007 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt für die regionale Verteilung der Beihilfen, die darauf abzielen, die störenden Auswirkungen auf den Geflügelfleischsektor für den Zeitraum vom 1. Januar bis zum 30. April 2006, die auf das Auftreten der aviären Influenza in bestimmten Mitgliedstaaten der Europäischen Union zurückzuführen sind, auszugleichen;

4° "Ausgleich": finanzielle Beihilfe für die drei außergewöhnlichen Maßnahmen zur Marktstützung, die in Artikel 2 erwähnt und in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 1010/2006 der Kommission vom 3. Juli 2006 getroffen sind;

5° "gewerblicher Geflügelzüchter": der Erzeuger, der bei der Verwaltung identifiziert ist und der Geflügel haupt- oder nebenberuflich züchtet und eine Erzeugungskapazität in Geflügel von mindestens zweihundert Einheiten hat;

6° "Brütereier": das Zentrum für das Eierbrüten, das von der Wallonischen Region zugelassen ist;

7° "Altersgruppe": die Gesamtheit des Geflügels einer selben Herde mit demselben Gesundheits- und Immunitätsstatus und mit gemeinsamen Eigenschaften bezüglich der Art, der Kategorie, des Typs, des Stadiums und der Gesundheitsqualifikation und die dieselbe Produktionsstelle besetzen;

8° "Gebäude": das landwirtschaftliche Gebäude, in dem Geflügel gezüchtet wird, mit Ausnahme der Schleusenräume und der technischen Räume;

9° "Produktionsstelle": der Raum, der in einem gegebenen Gebäude ausgerüstet und durch nicht herausnehmbare und feste Wände begrenzt wird, und in dem die jeweiligen Altersgruppen untergebracht sind; die Produktionsstelle entspricht dem Gebäude, wenn die gesamte Altersgruppe die Gesamtfläche des Gebäudes besetzt;

10° "Anwendungszeitraum": der Zeitraum vom 1. Januar bis zum 30. April 2006 einschließlich;

11° "Vernichtung von Bruteiern": die Lieferung durch eine Brütereier der Bruteier an die Abdeckerei im Laufe des Anwendungszeitraums;

12° "Verlängerung der nach einer Räumung einzuhaltenden Wartefrist": die freiwillige Verlängerung durch den gewerblichen Geflügelzüchter der Verlängerung der nach einer Räumung einzuhaltenden Wartefrist über drei Wochen hinweg im Laufe des Anwendungszeitraums;

13° "Verringerung der Einstellungen": die freiwillige Verringerung der Produktion durch den gewerblichen Geflügelzüchter im Laufe des Anwendungszeitraums, die dadurch erreicht wird, dass weniger Küken eingestallt werden, um die Besatzdichte zu verringern.

Art. 2 - Die gewerblichen Geflügelzüchter und die Brütereien, die die Auswirkungen der Marktstörungen im Geflügelsektor im Laufe des Anwendungszeitraums infolge des Auftretens der aviären Influenza in bestimmten Mitgliedstaaten der Europäischen Union erlitten haben, haben Anspruch auf Ausgleiche im Rahmen der folgenden Sondermaßnahmen zur Stützung des Marktes:

- für die Brütereien, die Vernichtung der Bruteier;
- für die gewerblichen Geflügelzüchter, die Verlängerung der nach einer Räumung einzuhaltenden Wartefrist auf über drei Wochen;
- die Verringerung der Kükeneinstellungen.

Art. 3 - Der maximale Ausgleich für die Vernichtung von Bruteiern wird auf € 0,15 je Brutei festgesetzt.

Der in Absatz 1 erwähnte Ausgleich wird in den Grenzen der Stückzahlen, die der Wallonischen Region gemäß dem Kooperationsabkommen erteilt wird, gewährt.

Um in den Genuss des in Absatz 1 erwähnten Ausgleichs zu gelangen, müssen die Brütereien ein Antragsformular gemäß den in Artikel 7 vorgesehenen Modalitäten einreichen.

Art. 4 - Der maximale Ausgleich für die Verlängerung der nach einer Räumung einzuhaltenden Wartefrist auf über drei Wochen zwischen zwei Altersgruppen wird wie folgt festgesetzt:

- € 0,46/m² je zusätzliche Woche für die Haltungen von Fleischhähnchen bis zu vier zusätzlichen Wochen;
- € 0,62/m² je zusätzliche Woche für die Haltungen von Enten bis zu fünf zusätzlichen Wochen.

Der in Absatz 1 erwähnte Ausgleich wird in den Grenzen der Flächen, die der Wallonischen Region gemäß dem Kooperationsabkommen erteilt werden, gewährt.

Um in den Genuss des in Absatz 1 erwähnten Ausgleichs zu gelangen, müssen die gewerblichen Geflügelzüchter ein Antragsformular gemäß den in Artikel 7 vorgesehenen Modalitäten einreichen.

Nur die zusätzlichen Wochen der Verlängerung der nach einer Räumung einzuhaltenden Wartefrist auf über drei Wochen, die innerhalb des Anwendungszeitraums liegen, geben Anspruch auf den in Absatz 1 erwähnten Ausgleich. Jegliche im Laufe dieses Zeitraums begonnene oder beendete Woche wird im Verhältnis zu der Anzahl der in diesem Zeitraum liegenden Tage in Betracht genommen.

Die Fläche, die für die Einzahlung des in Absatz 1 erwähnten Ausgleichs berücksichtigt ist, ist die Fläche der Produktionsstellen, in denen die Wartefristen angewendet werden.

Art. 5 - Der höchste Ausgleich für die Verringerung der Kükeneinstellung wird wie folgt festgesetzt:

- € 0,20 je Küken für die Haltung von Fleischhähnchen;
- € 0,75 je Küken für die Haltung von Enten.

Der in Absatz 1 erwähnte Ausgleich wird in den Grenzen der Anzahl Tiere, die der Wallonischen Region gemäß dem Kooperationsabkommen erteilt wird, gewährt.

Um in den Genuss des in Absatz 1 erwähnten Ausgleichs zu gelangen, müssen die gewerblichen Geflügelzüchter ein Antragsformular gemäß den in Artikel 7 vorgesehenen Modalitäten einreichen.

Der in Absatz 1 erwähnte Ausgleich wird durch den Vergleich für jede Produktionsstelle der durch den Antragsteller im Laufe des Anwendungszeitraums vorgenommen Kükeneinstellungen mit denjenigen, die im Laufe des Referenzzeitraums genannten Zeitraums von 1. Januar bis zum 30. April 2005 einschließlich registriert worden sind, bestimmt, wobei die gesamten Altersgruppen, die sich im Laufe dieses Referenzzeitraums im Betrieb des Antragstellers befinden, berücksichtigt werden.

Art. 6 - Im Fall einer Überschreitung der in Artikeln 3, 4 und 5 des vorliegenden Erlasses erwähnten Grenzen werden die Ausgleiche für die gesamten Begünstigten proportional verringert, um die besagten Grenzen einzuhalten.

Art. 7 - Die Antragsformulare für die verschiedenen in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Maßnahmen sind bei den zuständigen Direktionen der Außendienststellen der Verwaltung verfügbar.

Die entsprechenden Antragsformulare müssen ordnungsgemäß ausgefüllt und zusammen mit den verlangten Beweisstücken spätestens am 13. Oktober 2006 (es gilt das Datum des Poststempels) bei der Verwaltung eingereicht werden.

Art. 8. Um für die Einzahlung des Ausgleichs berücksichtigt zu werden, müssen die eingereichten Anträge zu einem gesamten Ausgleich von mindestens 500 € pro Antragsteller führen.

Art. 9. Der Antragsteller muss alle von der Verwaltung geforderten Auskünfte angeben, anhand deren bestimmt werden kann, ob er für den Ausgleich zulässig ist.

Art. 10. Die Verwaltung ist mit der Zahlung der Ausgleiche sowie mit der Beitreibung der ungeschuldet getätigten Zahlungen beauftragt. Unabhängig der von der Verwaltung angewandten Beihilfenregelung kann Letztere im Falle einer ungeschuldet getätigten Zahlung oder einer in der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates vom 29. September 2003 erwähnten unbereinigten Abgabe eine Beitreibung über jeden zu zahlenden Ausgleichsbetrag vornehmen..

Art. 11. Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 12. Verstöße gegen den vorliegenden Erlass werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass können in Übereinstimmung mit Art. 8 des vorgenannten Gesetzes vom 28. März 1975 Gegenstand einer Ordnungsstrafe sein. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, wird als zuständiger Beamter bezeichnet, um die Handlungen durchzuführen und die Beschlüsse zu fassen, die die im ersten Absatz erwähnten Ordnungsstrafen betreffen.

Art. 13. Der vorliegende Erlass wird am 15. September 2006 wirksam.

Art. 14. Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. März 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1659

[2007/201283]

19 MAART 2007. — **Besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van een steunregeling ter compensatie van de gevolgen van de marktverstoring in de pluimveesector tussen 1 januari en 30 april 2006 na het uitbreken van de vogelgriep in sommige lidstaten van de Europese Unie**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2002 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 2771/75 van de Raad van 29 oktober 1975 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector eieren gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 679/2006 van de Raad van 25 april 2006 ten aanzien van de toepassing van buitengewone maatregelen ter ondersteuning van de markt;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 2777/75 van de Raad van 29 oktober 1975 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector slachtpluimvee, gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 679/2006 van de Raad van 25 april 2006 ten aanzien van de toepassing van buitengewone maatregelen ter ondersteuning van de markt;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1010/2006 van de Commissie van 3 juli 2006 betreffende enige buitengewone maatregelen ter ondersteuning van de markt in de sector eieren en slachtpluimvee in sommige lidstaten, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1629/2006 van de Commissie van 31 oktober 2006;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 19 maart 2007 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de gewestelijke verdeling van de steun ter compensatie van de gevolgen van de marktverstoring in de pluimveesector tijdens de periode van 1 januari tot 30 april 2006 na het uitbreken van de vogelgriep in sommige lidstaten van de Europese Unie;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen van 14 december 2006 en het overleg met de federale overheid op 11 december 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 december 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 december 2006;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat artikel 36 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw, laatst gewijzigd bij het besluit van 27 mei 2004, in gewestelijke maatregelen voorziet ten gunste van bedrijven met financiële problemen;

Overwegende dat de bepalingen die in Verordening (EG) nr. 1010/2006 opgenomen zijn in werking treden op 23 augustus 2006;

Overwegende dat de formulieren voor de indiening van de aanvragen zo spoedig mogelijk naar de producent gestuurd moeten worden;

Overwegende dat de betaling van financiële compensaties aan de begunstigden voor elke buitengewone ondersteuningsmaatregel bedoeld in Verordening (EG) nr. 1010/2006 van de Commissie van 3 juli 2006, uiterlijk vóór 31 maart 2007 moet gebeuren;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de producenten zo spoedig mogelijk ingelicht moeten worden over de voorwaarden van toekenning van de compensaties en dat deze compensaties, om enig nut te hebben, zo snel mogelijk moeten worden uitbetaald;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister van Landbouw;

2° "administratie" : de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3 "samenwerkingsakkoord" : het samenwerkingsakkoord van 19 maart 2007 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de gewestelijke verdeling van de steun ter compensatie van de gevolgen van de marktverstoring in de pluimvee­sector tijdens de periode van 1 januari tot 30 april 2006 na het uitbreken van de vogelgriep in sommige lidstaten van de Europese Unie;

4° "compensatie" : financiële hulp voor de drie buitengewone maatregelen ter ondersteuning van de markt bedoeld in artikel 2 en genomen overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1010/2006 van de Commissie van 3 juli 2006;

5° "beroepspluimveehouder" : de bij de administratie geïdentificeerde producent die pluimveehouderij als hoofd- of bijberoep uitoefent, met een productiecapaciteit van minstens twee honderd eenheden wat pluimvee betreft;

6° "broederij" : centrum voor het inleggen van eieren dat door het Waalse Gewest erkend is;

7° "toom" : al het pluimvee van een zelfde beslag, met dezelfde gezondheids- en immu­niteitsstatus, dat gemeenschappelijke kenmerken heeft inzake soort, categorie, type, stadium en gezondheidskwalificatie en dat dezelfde plaats in de productie inneemt;

8° "gebouw" : landbouwgebouw waar pluimvee wordt gefokt, behalve de sluis en de technische lokalen;

9° "productieplaats" : ruimte ingericht in een bepaald gebouw en afgebakend door niet-verwijderbare harde wanden, waarin de tomen worden ondergebracht; de productieplaats komt overeen met het gebouw als de toom de volledige oppervlakte van het gebouw inneemt;

10° "toepassingsperiode" : 1 januari tot en met 30 april 2006;

11° "vernietiging van broedeieren" : handeling waarbij een broederij eieren die tijdens de toepassingsperiode gebroed moeten worden naar het vilbeluik stuurt;

12 "verlenging van de sanitaire leegstand" : vrijwillige verlenging door een beroepspluimveehouder van de sanitaire leegstand na drie weken tijdens de toepassingsperiode;

13° "vermindering van het aantal opfokplaatsen" : vrijwillige verlaging van de productie door een beroepspluimveehouder tijdens de toepassingsperiode, waarbij minder kuikens in opfok geplaatst worden om de bezettingsdichtheid te verlagen.

Art. 2. De beroepspluimveehouders en de broederijen die de marktverstoringen in de pluimvee­sector tijdens de toepassingsperiode hebben moeten ondergaan ingevolge het uitbreken van de vogelgriep in sommige lidstaten van de Europese Unie kunnen compensaties genieten in het kader van de volgende buitengewone marktmaatregelen :

— voor de broederijen, de vernietiging van broedeieren;

— voor de beroepspluimveehouders, de verlenging van de sanitaire leegstand na drie weken en

— de vermindering van het aantal opfokplaatsen voor kuikens.

Art. 3. De maximale compensatie voor de vernietiging van broedeieren wordt vastgelegd op € 0,15 per broedei.

De compensatie bedoeld in het eerste lid wordt toegekend binnen de perken van het aantal stuks toegewezen aan het Waalse Gewest overeenkomstig het samenwerkingsakkoord.

Om de in het eerste lid bedoelde compensatie te genieten moeten de broederijen een aanvraagformulier indienen overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 7.

Art. 4. De maximale compensatie voor de verlenging van de sanitaire leegstand na drie weken tussen twee tomen wordt vastgelegd als volgt :

- 0,46 € per m² en per bijkomende week voor de vleeskuikenbedrijven, naar rato van vier bijkomende weken;
- 0,62 € per m² en per bijkomende week voor de vleeseendenbedrijven, naar rato van vijf bijkomende weken.

De compensatie bedoeld in het eerste lid wordt toegekend binnen de perken van de oppervlaktes toegewezen aan het Waalse Gewest overeenkomstig het samenwerkingsakkoord.

Om de in het eerste lid bedoelde compensatie te genieten moeten de beroepspluimveehouders een aanvraagformulier indienen overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 7.

Enkel de bijkomende weken verlenging van de sanitaire leegstand na drie weken die in de toepassingsperiode opgenomen worden, geven recht op de compensatie bedoeld in het eerste lid. Elke bijkomende week die tijdens deze periode begonnen of afgelopen is, wordt in aanmerking genomen naar rato van het aantal dagen opgenomen in deze periode.

De oppervlakte die in aanmerking komt voor de betaling van de compensatie bedoeld in het eerste lid, is de oppervlakte van de productieplaatsen waarin de sanitaire leegstand plaatsvindt.

Art. 5. De maximale compensatie voor de vermindering van het aantal opfokplaatsen voor kuikens wordt vastgelegd als volgt :

- € 0,20 per kuiken voor vleeskuikenbedrijven;
- € 0,75 per kuiken voor vleeseendenbedrijven.

De compensatie bedoeld in het eerste lid wordt toegekend binnen de perken van het aantal dieren toegewezen aan het Waalse Gewest overeenkomstig het samenwerkingsakkoord.

Om de in het eerste lid bedoelde compensatie te genieten, moeten de beroepspluimveehouders een aanvraagformulier indienen overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 7.

De compensatie bedoeld in het eerste lid wordt berekend door, voor elke productieplaats, het aantal opfokplaatsen tot stand gebracht door de aanvrager tijdens de toepassingsperiode te vergelijken met degene die van 1 januari tot en met 30 april, met name de referentieperiode, worden geregistreerd, waarbij rekening wordt gehouden met alle tomen aanwezig op het bedrijf van de aanvrager tijdens de referentieperiode.

Art. 6. Bij overschrijding van de beperkingen bedoeld in de artikelen 2, 4 en 5 van dit besluit worden de compensaties voor elke begunstigde evenredig verminderd om aan die beperkingen te voldoen.

Art. 7. De aanvraagformulieren die specifiek betrekking hebben op de verschillende maatregelen bedoeld in artikel 2 van dit besluit zijn beschikbaar bij de bevoegde Directies van de buitendiensten van de administratie.

De aanvraagformulieren ad hoc worden, behoorlijk ingevuld en vergezeld van de vereiste bewijsstukken, uiterlijk 13 oktober 2006 bij aangetekend schrijven naar de administratie gestuurd, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

Art. 8. Om in aanmerking te komen voor de betaling van de compensatie moeten de ingediende aanvragen per aanvrager aanleiding geven tot een totale compensatie van minstens € 500.

Art. 9. De aanvrager verstrekt alle door de administratie gevraagde gegevens op grond waarvan hij in aanmerking kan komen voor de compensatie.

Art. 10. De administratie wordt belast met de uitbetaling van de compensaties, alsook met de terugvordering van ten onrechte gestorte bedragen. In geval van ten onrechte gestorte bedrag of in geval van niet aangezuiverde heffing bedoeld in Verordening (EG) nr 1788/2003 van de Raad van 29 september 2003, kan de administratie bij de begunstigde een terugvordering uitvoeren op elk verschuldigd bedrag van de compensatie, ongeacht de steunregeling die zij beheert.

Art. 11. De inspecteur-generaal van de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij diens afwezigheid of verhindering zijn plaatsvervanger, wordt ertoe gemachtigd de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde compensaties vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 12. De overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve boete overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij diens afwezigheid of verhindering zijn plaatsvervanger, wordt aangewezen als ambtenaar bevoegd om de handelingen uit te voeren en de beslissingen te nemen i.v.m. de administratieve boetes bedoeld in het eerste lid.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 15 september 2006.

Art. 14. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 maart 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN